Qu'est-ce que voter ?

La subversion du politique

Jean Lombard¹

Qu'est-ce que voter ? C'est une question qui nous renvoie à une expérience familière. C'est un dimanche. Vous entrez, généralement dans une salle de classe qui n'a pas tout-à-fait son air habituel. On annonce bientôt votre identité d'une voix de stentor. Ensuite vous essayez de prendre sur une table autant de petits papiers qu'il y a de piles, d'un geste plus ou moins habile. Dès que vous avez réussi, vous passez dans un espace muni d'un rideau plutôt malcommode. Là vous mettez un bulletin dans une enveloppe à la couleur délavée et au format étrange, parfois vous regardez, un peu songeur, les bulletins jetés par ceux qui vous ont précédé. Enfin, vous allez glisser l'enveloppe dans une grande boîte avant de signer un registre à l'endroit qu'on vous indique. Mais là, quelqu'un dit : « *a voté* ». Quelqu'un qui est de toute évidence le maître suprême de cette cérémonie annonce d'un ton assuré ce fait désormais accompli, cet événement à la fois irréversible et un peu énigmatique : *vous avez voté*. Voter, c'était donc ça. Vous commencez au moins à comprendre pourquoi *voter* est un verbe qui se conjugue surtout au *passé composé*.

Démos et politeia : deux concepts sous tension

En même temps, voter est évidemment autre chose que cet enchaînement de gestes, et il a fallu se battre pour avoir le droit de les accomplir librement. Pendant un des innombrables débats télévisés de la campagne présidentielle de 2012, car je ne veux pas me référer à l'actuelle, Alain Badiou avait fait à un journaliste *acquis au système* – excusez ce quasi pléonasme – qui rappelait l'acquis démocratique que représente le droit de vote cette remarque inattendue : le droit de vote, avait-il dit, n'est pas un problème, et d'ailleurs « nous votons tout le temps ». Le journaliste, sidéré par cette déclaration qui prend à revers brutalement le continuel discours convenu sur les vertus de la démocratie, confondue comme d'habitude avec l'existence d'élections, lui répond que *voter tout le temps* est justement le signe qu'on est en démocratie et il ajoute, sûr à l'avance de l'acquiescement de son invité, que le vote est encore, j'avais noté la formule, le moyen « le moins mauvais que nous ayons trouvé pour désigner nos chefs ». Là, bien entendu, Badiou, proteste et objecte à juste titre que cette théorie du *moins mauvais* ne peut pas impressionner un philosophe, que *plus pire* et *moins pire* sont des catégories politiques douteuses pour ne pas dire dangereuses – et nous le savons bien quand nous allons voter pour un candidat surtout pour empêcher un autre d'être élu. Il rappelle aussi que les électeurs peuvent se tromper, que ce sont

¹ Ce texte est la transcription d'une conférence pour les *Amis de l'Université* de la Réunion le 21 mars 2017 au Centre Culturel Langenier de Saint-Pierre. Certains éléments avaient été publiés par *Les Cahiers rationalistes*, Paris, n° 633, nov.-déc. 2014, dans un article intitulé « Qu'est-ce que voter ? La citoyenneté en fin de droits ».

des élections qui ont porté Hitler ainsi que quelques autres au pouvoir², comme quoi la théorie du *candidat repoussoir*, celui qui doit exister pour qu'on ait une raison de voter pour les autres, ne fonctionne pas à tous les coups. Plus généralement, même s'il est préférable de voter plutôt que de se battre, il n'y a pas de lien *automatique* entre *majorité* et *vérité* – et c'est bien d'ailleurs ce qui fait la limite de la démocratie élective. On voit donc que la question *qu'est-ce que voter*, au premier abord si anodine, se révèle autrement complexe si elle est posée dans la perspective du fonctionnement global du système politique, ce que, ce soir, je voudrais tenter de faire.

Il s'agit donc tout d'abord d'examiner cette sorte de *tension* qui dès l'origine a été essentielle à la *politique*, entre *démos* et *politeia*, dont nous apercevons la présence dans deux termes dont on fait aujourd'hui un usage assez souvent abusif ou désinvolte, *démocratie* et *citoyenneté*, *citoyenneté* étant issue de la forme latinisée et donc un peu affaiblie de *politeia*. Je dis *tension* parce que le degré d'existence et de réalité d'une *démocratie* est en effet corrélé et proportionné au contenu de la *citoyenneté* correspondante et qu'au fond la question *qu'est-ce que voter ?* exprime en raccourci cette problématique. Elle veut dire : est-ce qu'en votant, j'exerce une parcelle du pouvoir du *démos*, est-ce que si peu que ce soit j'agis vraiment sur les choses, est-ce que je prends part au gouvernement de la cité au titre de la souveraineté reconnue au peuple par la constitution, puisqu'en grec le même mot *politeia* désigne à la fois la *citoyenneté* et la constitution – et ce n'est pas un hasard puisque la constitution est un dispositif qui définit, entre autres choses, la manière dont les citoyens *exercent le pouvoir* qui leur a été reconnu lors de la fondation de la cité. Est-ce qu'en votant nous accomplissons un geste qui peut orienter le *devenir* de cette cité ? Si la réponse est non, c'est de *démocratie*, et par conséquent de *liberté*, que nous sommes privés par le système politique au titre duquel pourtant, dans une contradiction intenable, nous sommes appelés à voter : privés plus ou moins complètement, plus ou moins sournoisement et plus ou moins cyniquement, mais enfin privés. C'est ce point que je voudrais aborder en confrontant la modernité et l'Antiquité, car ce détour permet de revenir à la pureté initiale des notions et de remettre à zéro les compteurs conceptuels.

De fait, toute réflexion politique met en jeu, vingt-cinq siècles après leur invention, des catégories, des concepts et un lexique qui nous ont été entièrement légués par la Grèce ancienne. Il est saisissant de voir à quel point l'examen de questions politiques actuelles, y compris d'une actualité brûlante, mobilise un appareil sémantique et philosophique qui est inchangé depuis l'invention et la mise en place de la démocratie à Athènes. On voit dans les débats politiques contemporains comment la *démocratie* est invoquée continuellement, et il en est de même pour la *citoyenneté*, *politeia* étant construit sur *polis*, la cité, qui a donné aussi *politikè*, sous-entendu *technè*, la politique, c'est-à-dire *l'art de gouverner la cité*. Ce lexique nous rappelle que les Grecs ont institué la cité et donc créé la *politique* en même temps qu'ils inventaient le *savoir*, c'est-à-dire l'idée d'une connaissance placée sous le contrôle de la raison, la *science* donc, en même temps qu'ils donnaient un horizon aux choses avec l'invention

² Cf. « Élections, piège à cons ? », émission *Avant-premières* du 1^{er} mars 2012 sur France 2.

de la philosophie et aussi en même temps qu'ils nommaient *le monde* – et c'est pourquoi il n'y a pas, au XXI^{ème} siècle encore, de *langue morte plus vivante* que le grec ancien. Notons au passage que même si certains, ne reculant ni devant le ridicule ni devant la honte, ont pu envisager récemment de rejeter hors de l'Europe et surtout de son avatar monétaire l'*euro*, le peuple grec jugé coupable d'*endettement*³ – la seule véritable faute et le grand *péché* dans le monde d'aujourd'hui – il faut rappeler que l'*Europe* elle-même est une invention grecque, comme le dit son nom porté par la fille d'Océan, par la fille de Phénix enlevée par Zeus, par la mère de Minos et par d'autres personnages de la mythologie⁴. Chaque fois qu'on parle de la *crise grecque*, il faudrait aussi avoir à l'esprit qu'on applique à la Grèce un concept qu'elle nous a elle-même donné, tout comme elle nous a donné tant de choses : ce que nous avons reçu d'elle en héritage, c'est tout simplement le monde dans lequel nous vivons encore, autour de l'idée structurante de *cosmos*, c'est-à-dire d'*ordre des choses*. Nous ne pourrions même pas nommer la *crise*, cette crise qui est devenue le fonds de commerce inusable de la *mondialisation*, si la Grèce ancienne ne nous avait pas transmis *krisis*, la crise, c'est-à-dire *l'instant décisif où il faut juger*, qui est avec la *clinique* une magnifique invention des médecins hippocratiques⁵.

Le philosophe et la cité : Socrate abstentionniste

En tout cas, la *politique*, autre beau mot grec, est née de ce moment fondateur de l'Occident qu'a été l'avènement de la *polis*, indissociable de la conquête du *logos* par la philosophie. L'objet de la politique, dit Platon, « c'est l'unité de la cité, et le savoir qui convient à cet objet est la philosophie »⁶. Et il énonce dans le *Parménide* cette extraordinaire formule-clé de la politique qu'il faudrait rappeler à tous les politiciens qui, surtout en ce moment, nous appellent de façon compulsive et incantatoire au *rassemblement* : « sans *unité*, il est impossible d'être plusieurs »⁷. Socrate arpenteant l'*Agora* et les rues avoisinantes pour s'entretenir avec ses concitoyens symbolise bien l'imbrication du philosophique et du politique qui a abouti à la conception grecque d'une société *horizontale*, donc égalitaire plutôt que hiérarchique, ce qui est évidemment la base de toute démocratie. Mais nous savons aussi, et j'allais presque dire *au contraire*, que Socrate, mobilisé à trois reprises, militaire courageux et défenseur d'Athènes pendant la Guerre du Péloponnèse, qui est la *guerre mondiale* de l'époque, n'a plus participé par la suite aux affaires publiques, ne s'est plus rendu à l'Assemblée et n'allait donc plus *voter*. Socrate était donc *abstentionniste* et il a rappelé lors de son procès qu'il n'avait jamais exercé de magistrature⁸, ce qui ne l'avait pas empêché de construire philosophiquement la cité. Car *voter* était déjà alors une action

³ Sur le processus qui a abouti à la « *crise* » grecque, cf. les conférences de Myret Zaki et Etienne Chouard.

⁴ Sur *Europè*, cf. Chantraine, *Dictionnaire étymologique de la langue grecque*, Klincksieck, Paris, 2009, p. 370.

⁵ On pourra consulter l'essai de J. Pigeaud *La crise*, éditions Cécile Defaud, Nantes, 2006 et sur la *crise* moderne Myriam Revault d'Allones, *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Seuil, Paris, 2012.

⁶ Cf. J.-F. Pradeau, *Platon et la cité*, Paris, PUF, 1997, p. 8 et suivantes.

⁷ Platon, *Parménide*, 166 b 1-2.

⁸ Cf. sur ce point Platon, *Apologie de Socrate*, 32 a-33 a.

et une notion *ambivalentes*. Or on ne cesse à présent d'invoquer la démocratie et de s'en prévaloir et on affiche une foi totale pour ne pas dire aveugle non pas tellement dans la démocratie elle-même mais dans un parmi d'autres de ses aspects qui est justement le *vote*. Car s'il est dans le discours politique actuel un point qui semble incontestable, c'est bien la valeur éminente du *vote*, le caractère hautement *démocratique* de toute *élection*. En fait, l'élection s'est identifiée peu à peu à la *vie démocratique* elle-même, dont elle nous semble être à la fois le contenu et la modalité, le moyen et la garantie. Tout se passe comme si l'idée d'élection était protégée par une étrange procédure logique que j'appellerai la *preuve par l'apparente irrecevabilité du contraire*. J'en énonce ici de mon mieux le principe : *est nécessairement vrai et bénéfique tout ce dont le contraire ne peut être accepté ou jugé acceptable*. Par exemple, aucun exercice du pouvoir, aucun mode de gouvernement qui s'exonère de l'élection ne peut être considéré comme démocratique parce qu'en effet, là où il n'y a pas de vote, le plus souvent il n'y a pas de liberté, comme l'histoire nous l'apprend. Et par conséquent, en sens inverse, le vote attesterait par sa seule existence qu'on est en démocratie et que le pouvoir appartient au peuple. La question est donc tout d'abord de savoir si l'élection est bien à *elle seule* un indicateur de démocratie.

Le vote, signe de liberté ?

On sait qu'il n'y a pas d'élection, à présent, sans un appel général au *sens civique* : il faut, nous dit-on, faire *son devoir de citoyen*. Cette valeur du vote, sans cesse répétée, fait partie d'une nébuleuse dont l'idéal démocratique est le centre. Le geste de déposer un bulletin dans l'urne est magnifié. Le vote est un cérémonial, il se fait en habits du dimanche, sous les yeux de la communauté. Il est à lui seul une célébration de la République, à laquelle l'abstentionniste semble se refuser⁹. Les candidats les plus connus sont filmés par les chaînes de télévision dans leurs bureaux de vote et au milieu de leurs électeurs. Ils sont pour un moment redevenus comme eux et donnent une image forte de *l'égalité républicaine*. Le scrutin est représenté comme un ultime rassemblement où la liberté connaît, au moins pendant quelques heures, c'est-à-dire jusqu'au résultat connu le soir-même, une sorte d'apothéose.

Ce prestige du choix des élus par le peuple et de l'élection en tant qu'indispensable moyen de décision démocratique s'étend de loin en loin à toute la vie de la cité. Il faut à présent voter pour tout. Un choix doit-il être fait qui intéresse un groupe, même informel ? On *mettra aux voix* les possibilités qui s'offrent. Un spectacle télévisé de chant ou de danse est-il prévu, en complément aux débats politiques et aux recettes de cuisine qui forment l'essentiel des programmes de télé ? On l'organisera

⁹ L'élection, dit Étienne Chouard (<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/index.php>), « ressemble à un mythe religieux, avec un dogme, un catéchisme enseigné très tôt aux enfants, des interdits de douter, des prêtres, des blasphèmes et des excommunications [...] au service d'un pouvoir bien réel, pas idéal du tout. Depuis deux cents ans, l'élection permet aux riches d'acheter le pouvoir, (et donc de ne plus payer d'impôts, de mener durablement une politique de chômage, de bas salaires et de gros profits) et ils appellent ça *le gouvernement représentatif* ».

en forme de concours et le public enverra ses avis par SMS. Nous voyons chaque jour qu'*élire des gagnants* est une des grandes activités du monde médiatique, qui aime mettre en scène les processus de choix plus encore que les éléments entre lesquels il faut choisir, car élire des gagnants c'est aussi éliminer les perdants et leur offrir en direct un destin tragique qui vient alimenter le *pathos* ambiant. Les classements qu'on veut tellement abolir à l'école ont retrouvé un avenir dans les *shows* télévisés. Nous vivons ainsi dans une perpétuelle ambiance de scrutin, dans un monde qui vole d'élection en élection : on vote pour les *Star'Ac* en tous genres, pour le choix de *Miss*, aux scrutins souvent litigieux, pour les récompenses et les prix de toutes sortes, pour les personnalités les plus aimées (ou les plus détestées), la meilleure voiture, le plat du jour, le vin du mois, le livre du siècle. Cette distribution de prix sans fin fait recette et elle crée une continuelle surenchère du succès. Les sondages, politiques ou non, sont aussi des votes fantomatiques qui ne disent pas leur nom, des mini-scrutins déguisés, des ombres étranges d'objets non advenus et qui souvent n'advieront pas, des agents irréels qui conditionnent le réel. Le *vote*, marqueur de la démocratie, est devenu l'emblème et le fétiche de la liberté du monde ou de ce qu'il en reste.

On peut se demander pourtant si la valeur et la force du vote sont établis du seul fait que son absence signifierait un défaut de démocratie, autrement dit si l'*irrecevabilité du contraire* est en ce domaine un moyen de preuve suffisant. Une élection atteste-t-elle d'une liberté politique effective ? Voter, est-ce bien *exprimer un véritable choix* ? Quand il vote pour désigner ses *représentants* ou ses *chefs*, ce qui est l'essentiel des scrutins modernes, le citoyen accomplit-il un geste qui a de réelles conséquences pour la cité ? Le temps suivant de notre questionnement doit donc être : que se passe-t-il juste après qu'ait été prononcée la formule sacramentelle « *a voté* » ? C'est toute la question centrale de la *représentation*. Il faut bien entendu distinguer les consultations où est demandé un avis valant décision, par exemple un *référendum*, et celles, bien plus fréquentes, où le peuple est appelé à choisir ses représentants ou ses chefs, les élections législatives ou les présidentielles. On notera qu'on dit *référendum* d'un mot latin mais que la plupart des cités antiques avaient pratiqué, avec leurs assemblées du peuple composées de l'ensemble des citoyens, un référendum permanent et qu'elles n'avaient donc pas recours au *référendum* tel que nous l'entendons. En outre, l'expression *démocratie participative*, à présent si en honneur et qui apparaît comme une innovation hardie, serait passée en Grèce ancienne pour ce qu'elle est en réalité, c'est-à-dire, au regard de l'idéal démocratique, un *pléonasme*.

L'élection ou le choix de son maître

Quoi qu'il en soit, les deux sortes de consultation électorale sont très différentes : le pouvoir va être *délégué* dans des législatives ou les présidentielles (il s'agit de décider *à qui*) alors qu'il est directement exercé dans le référendum, une fois le scrutin validé (il s'agit de décider *que*). Ainsi, comme on le sait, le 29 mai 2005, 55 % des français ont rejeté par référendum « la ratification du traité établissant une Constitution pour

l'Europe ». En février 2008, la ratification du *Traité de Lisbonne*, qui a été la décision exactement inverse, a été acquise par voie parlementaire. Ce qui signifie en clair que l'Europe est une affaire sérieuse « dont on ne saurait confier la destinée aux aléas du suffrage universel »¹⁰. Il faut bien comprendre que ce n'est pas seulement la question de l'Europe mais en vérité tout le champ de la politique qui ne peut plus être abandonné aux profanes imprévisibles et dangereux que sont les électeurs, et c'est pourquoi l'habitude se prend de faire voter autant qu'il faudra jusqu'à ce que la décision attendue par les gouvernants en place soit enfin adoptée. Le suffrage, même direct, peut toujours être « instrumentalisé », c'est même inévitable qu'il le soit¹¹.

Dans l'exercice *indirect*, le peuple désigne ceux qui vont le *représenter* ou le *diriger*, c'est-à-dire exercer le pouvoir en son nom, pour gouverner la *cité*. D'une certaine façon, voter, en ce sens, c'est de loin en loin choisir son maître¹² : comme Sartre l'a dit un jour, « je vote veut dire je me démetts de ma souveraineté au profit de Untel »¹³. Mais celui ou celle que j'ai élu(e), malgré l'idée d'une sorte de pouvoir absolu de décision qu'illustre la symbolique de *l'isoloir*, en réalité je ne l'ai pas élu tout seul ni dans une totale liberté. Le processus qui a abouti au résultat est très complexe, et ce que l'élu fera ensuite en mon nom en tant qu'élu, il ne le fera pas non plus tout seul ni dans une liberté absolue. Tout aussi complexes sont les combinaisons de facteurs de tous ordres qui viendront conditionner ses actions et leur conformité ou leur non-conformité avec le mandat que les électeurs lui ont donné ou non, explicitement ou non, et avec ce qu'il s'était lui-même plus ou moins clairement engagé à faire. On voit le tissu inextricable que forme ce réseau d'intentions et d'actes, de causes et de conséquences, d'apparences et de réalités. De plus, malgré leur convergence d'un jour, tous ceux qui ont voté de la même manière, pour tel candidat ou pour tel parti, n'ont pas nécessairement voulu tout à fait la même chose : c'est l'ambiguïté qu'on trouve à nouveau dans le mot *rassembler*, dont nous avons déjà parlé. Il faudrait consacrer une réflexion attentive et conséquente, que je n'ai pas le temps de conduire ici, à la terminologie politique actuelle, qui permet de donner en permanence l'impression d'une démocratie active, efficace, consensuelle et fidèle à ses principes. Il n'y a pas que *rassembler*, en effet, il faudrait analyser aussi *faire bouger les lignes*, expression qui crée parfaitement l'illusion du mouvement, ou bien *la réforme* : il faut dire *la réforme*, sur le ton de l'évidence, en sous-entendant qu'elle s'impose et qu'il n'y en a pas d'autre possible mais sans dire la réforme de quoi bien entendu, puisqu'en fait de *réforme* il s'agit généralement, sous le poids des impératifs néolibéraux, de supprimer

¹⁰ J. Rancière, « L'élection, ce n'est pas la démocratie », propos recueillis pour le *Nouvel Observateur* par Éric Aeschmann.

¹¹ Cf. J.-M. Muglioni, « Souveraineté populaire et diktat européen », *Overblog*, 13 novembre 2011. De façon générale, « le libellé d'une question, et le moment où elle est posée [...] influent sur le vote ». Il existe depuis toujours un « usage démagogique et même despotique du référendum » mais c'est quelquefois tout aussi vrai dans un autre type d'élection : par exemple, les législatives qui ont suivi la dissolution de l'Assemblée nationale en 1968 ont eu de toute évidence pour fonction d'enterrer en toute légitimité le mouvement de mai.

¹² Il peut s'agir de la commune, de la région, du pays. La *représentation* n'est pas exactement de même nature selon les niveaux d'exercice du pouvoir : le président de la République représente le peuple mais en même temps est supposé le *conduire*, ce que les parlementaires font aussi collectivement et sur un autre plan.

¹³ C'était à l'émission *Radioscopie* de Jacques Chancel sur *France Inter*.

des principes acquis antérieurement par des luttes courageuses, pour permettre à tous les citoyens d'accéder à des conditions de vie acceptables, autrement dit pour essayer de rendre la cité heureuse, ce qui est le but véritable de l'action politique. Platon disait que le changement (donc ce que nous appelons *la réforme*) est une bonne chose seulement si on change pour quelque chose de mieux et non pour quelque chose de plus mal ou juste pour changer – nous ferions bien de nous en souvenir. Pour cette raison, une grande part de l'art politico-économico-médiatique d'aujourd'hui consiste à mettre en place de grands et beaux concepts de contenu négatif mais d'apparence positive. Un des principaux succès dans le genre est sans doute la notion de *compétitivité*, valeur suprême dans l'univers du profit, qui derrière sa rutilante positivité de surface ne porte en elle que de la *négativité* si on l'examine en termes de salaires (diminués), d'emplois (supprimés ou déplacés), de conditions de travail (dégradées), et tant d'autres conséquences néfastes du jeu effréné de la concurrence et de la dérégulation.

Mais je reviens à l'élection. Les conditions de désignation, d'exercice et ensuite de compte-rendu du mandat électif renvoient à la problématique, absolument centrale en démocratie, du principe et des effets de la représentation. On sait qu'à l'origine le pouvoir appartenait, dans les cités antiques, au *peuple assemblé*, dans des conditions qui sont très différentes de celles que connaissent aujourd'hui la plupart des États. Les cités grecques étaient petites à notre échelle, et en outre dans chacune d'elles tous les habitants n'étaient pas citoyens. À Athènes, qui a alors 300.000 habitants, leur nombre a varié de 30.000 à 60.000, aux V^{ème} et IV^{ème} siècles av. J.-C., lorsqu'est née et s'est peu à peu affirmée la démocratie¹⁴. Pourtant, ce qui importe, ce ne sont pas les conditions pratiques, car le monde moderne aurait sans aucun doute les moyens techniques de réaliser un rassemblement, fût-il virtuel, où le peuple serait consulté, mais le *principe* en lui-même. Il faut avoir à l'esprit que la démocratie n'a été d'abord pensée que sous sa forme *directe*, alors que les régimes prétendus démocratiques modernes sont tous représentatifs et indirects. Longtemps la démocratie avait été jugée *directe par essence* et les systèmes représentatifs tenus pour antidémocratiques¹⁵.

À l'époque révolutionnaire, *gouvernement représentatif* se disait par opposition à *monarchie* ou à *Ancien Régime*, sans aucune référence à l'idée de démocratie. L'important pour les révolutionnaires, en France comme en Amérique, ce n'était pas tant la *souveraineté du peuple* que le remplacement du principe de *l'hérédité* par une autre forme de désignation qui a été *l'élection*. Dans la société du XVIII^{ème} siècle, où déjà l'activité économique commençait à tout dominer, les citoyens ont été pris dans la nécessité de confier le gouvernement à d'autres pendant qu'eux-mêmes s'activeraient à produire des richesses, ce qui est une préfiguration saisissante de la modernité. On connaît là-dessus les analyses prophétiques que Rousseau, adversaire résolu de la représentation, faisait des « Députés et Représentants ». « La Souveraineté *ne peut être représentée*, dit-il, par la même raison qu'elle *ne peut être aliénée* ; elle consiste essentiel-

¹⁴ Il y avait environ 10 % de citoyens à Athènes au V^{ème} siècle avant J.-C. (et 34% d'esclaves, 18% de métèques, 28% d'enfants, 10% de femmes de citoyens).

¹⁵ Sur le tirage au sort, cf. B. Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2012.

lement dans la volonté générale, et la volonté ne se représente point : elle est la même ou elle est autre, il n'y a point de milieu. Les députés du peuple ne peuvent être ses représentants, ils ne sont que ses commissaires ; ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que *le peuple en personne* n'a pas ratifiée est nulle »¹⁶. Et un peu plus loin il ajoute : « à l'instant qu'un peuple se donne des Représentants il n'est plus libre, *il n'est plus* ». Par la suite, Rousseau a assoupli un peu sa position sur le rôle des députés. Dans *Considérations sur le Gouvernement de Pologne*, il leur accorde une place, à deux conditions précises : l'une est qu'ils soient changés souvent – ce n'est pas le cumul des mandats comme aujourd'hui mais leur durée qui était visée – l'autre est que les députés soient porteurs de « mandats impératifs » qui les obligent à soutenir une politique définie d'avance et leur interdit de s'en écarter. On notera la modernité des propos de Rousseau : imaginons quel monde de rêve ce serait si les parlementaires faisaient tous à l'Assemblée ce pour quoi nous les y avons envoyés.

Représentation et présence absente en démocratie

Mais renouveler souvent les représentants du peuple, ce serait assurer la rotation que les Grecs confiaient au tirage au sort, en application du principe selon lequel il faut que les *mêmes* se trouvent tour à tour gouvernants et gouvernés. Seule la démocratie *directe* permet donc, comme le dit Rousseau, un bon gouvernement, parce que seules les lois votées par le peuple sont *démocratiques* : seules elles ont la propriété de *ne pouvoir être injustes*, parce qu'elles sont faites par le peuple et que, je cite de nouveau, « nul n'est injuste envers lui-même ». Le troisième temps de notre réflexion sera donc la question de la présence et de l'absence du peuple en démocratie, ou plutôt, comme nous le verrons, de ce qu'on pourrait appeler sa *présence absente*.

Dans un système représentatif, le peuple ne *fait* pas les lois, du moins au sens où l'entendait Rousseau : il les *fait faire*, il en *délègue* la conception et la confection. Il n'exerce finalement le pouvoir qu'au moment somme toute assez bref de l'élection, avant d'en être privé pendant tout le temps du mandat qu'il a confié. *Voter*, en un sens, nous venons de le voir, c'est à intervalles réguliers *choisir ses maîtres*. Je vote puis, d'une certaine façon, je m'absente, d'une *absence citoyenne*, dirons-nous, jusqu'à un vote ultérieur, qui sera d'ailleurs le seul moyen de réparer mon erreur ou de confirmer ou modifier mon choix. Seule la *répétition* des scrutins confère un certain pouvoir au peuple, qui conserve la liberté d'utiliser, à l'élection suivante, une espèce de *touche efface*, une possibilité *a posteriori* d'annulation ou plutôt d'inversion. Cette possibilité, souvent mise en œuvre, fait de chaque élection une occasion, selon la formule consacrée, de « sortir les sortants », ce qui fait de la vie politique « une sorte de *noria* » où inmanquablement « les entrants sont les anciens sortants »¹⁷. Dans le lexique à la mode, cela s'appelle *l'alternance*, terme qui doit être employé *absolument*

¹⁶ *Du Contrat social*, livre III, chapitre XV.

¹⁷ Cf. Nicolas Grimaldi, *Le crépuscule de la démocratie*, Paris, Grasset, 2014, p. 11 et aussi p. 84 : « par facilité de langage, nous persistons à nommer république cette désignation au suffrage universel d'une sorte de gentil despote oriental pour un bail de cinq ans ».

comme *réforme* ou *rassembler* sans préciser ce qui alterne au juste, de peur de le savoir, car il est clair que le pouvoir d'annulation et d'inversion dont disposent les électeurs d'un scrutin à l'autre disparaît complètement quand les sortants et les entrants sont porteurs à peu près de la même politique. On ne peut plus se cacher alors que le vote est devenu, d'élection en élection, le bras armé d'un conservatisme inébranlable et que seuls des *événements* peuvent donner, de temps en temps, la parole au peuple.

Quoi qu'il en soit, le vote, en désignant des élus, entraîne une absence consentie du peuple pour une période donnée, exactement de la même façon que le peuple assemblé, en sens inverse, ferait disparaître les élus : là « où se trouve le Représenté, il n'y a plus de Représentant », notait Rousseau dans une description du livre III du *Contrat social*¹⁸. De façon symétrique, dans nos démocraties représentatives, le peuple disparaît derrière ses élus, car les élus rédigent des constitutions qui maintiennent un équilibre favorable à leur pouvoir, de sorte que si des citoyens lucides veulent rendre le pouvoir au peuple, ils doivent trouver le moyen d'assurer eux-mêmes la fonction *constituante*.

Reprenons le cas d'Athènes dans l'Antiquité. L'*Assemblée* athénienne vote les lois et prononce l'*ostracisme*¹⁹. Donc le citoyen, d'une façon ou d'une autre, *administre la cité*. À côté de l'assemblée, la *Boulè* (le *Conseil*), composée de 500 citoyens de plus de trente ans, tirés au sort, volontaires, renouvelés chaque année. Un examen préliminaire de *capacité légale* est prévu pour limiter dans certains cas les effets malheureux du tirage au sort²⁰. Un citoyen ne peut être *bouleute* (membre de la *Boulè*), que deux fois *non successives* – il y a là une des nombreuses précautions prises par les Grecs pour *protéger* la démocratie en empêchant la formation d'une *classe politique*. Enfin la mise en œuvre de la politique décidée par le peuple d'Athènes et l'administration de la cité qui en découle sont confiées à ce qu'on appelle alors la *magistrature*, 700 magistrats qui eux sont *élus* pour un an parmi les citoyens non privés de leurs droits civiques, au terme d'une procédure permettant d'éliminer ceux dont l'insuffisance personnelle ou la conviction oligarchique serait démontrée. Ces magistrats sont contrôlés par l'Assemblée de façon stricte, afin qu'ils ne puissent mettre en place aucun pouvoir personnel ni provoquer aucune dérive. Ils sont soumis à ce qu'on appelle en grec l'*euthyna*, la reddition des comptes au sortir de charge, le compte-rendu de fin de mandat. Le cas échéant, ils sont l'objet de poursuites et de sanctions.

On voit que l'*Assemblée du peuple* jouait un rôle absolument central, même si des fonctions importantes étaient exercées par les magistrats, et il est remarquable qu'une bonne partie du travail ait été confié à des citoyens *tirés au sort*. Ce système de sélection associant volontariat, tirage au sort, encadrement et vérification *a priori* et *a posteriori* a duré deux siècles, soit davantage que toutes nos Républiques, ce qui tend à montrer qu'il a peut-être donné jusqu'à un certain point satisfaction. Le peuple

¹⁸ *Du contrat social*, livre III, chapitre XV.

¹⁹ Le citoyen jugé trop ambitieux est exilé. Il conserve ses biens mais il n'est plus protégé par sa cité. L'*Assemblée* se réunit 4 fois par mois et un jeton de dédommagement plutôt chiche compense le salaire perdu.

²⁰ Il se passait devant la *Boulè* ou devant le tribunal populaire de l'*Héliée*, lui-même formé de 6000 citoyens tirés au sort. La démocratie a été radicale à l'époque de Périclès mais au fil du temps la *Boulè* a en partie limité les pouvoirs de l'*Ekklesia* qui ne votait plus que les décrets, les lois étant soumises aux *Nomothètes* tirés au sort.

n'exerçait pas directement la totalité du pouvoir - il s'en fallait de beaucoup - et de ce fait la démocratie ne résidait pas seulement dans la place du *démos*, mais surtout dans celle qu'occupait le tirage au sort en tant que moyen de désignation *non aristocratique*, autrement dit ne reposant pas sur l'existence d'une élite politique ou d'un corps de politiciens professionnels. C'est bien ce qui en fait l'intérêt, car il ne peut s'agir dans nos démocraties modernes de substituer complètement le tirage au sort aux élections. L'analyse de la place du tirage au sort dans les démocraties anciennes doit plutôt nous éclairer sur les moyens à mettre en œuvre pour empêcher la démocratie de dériver vers ce qui est en vérité son contraire, comme par exemple, dans notre cadre néolibéral mondialisé, l'étroite oligarchie qui est issue d'une captation *ploutocratique* du pouvoir. Pour les inventeurs de la démocratie, le tirage au sort était seul démocratique et l'élection, au contraire, était oligarchique »²¹.

Le tirage au sort garantit, en effet, l'alternance de commandement et d'obéissance qui est le fondement de la cité démocratique, où dans l'idéal tout le peuple doit être tour à tour *sujet* et *auteur* des lois, gouvernant et gouverné²². Le recours au tirage au sort met en lumière un autre trait essentiel de la conception grecque de la démocratie, qui est le principe de la possession *par chaque citoyen* des qualités voulues pour gouverner la cité. Aucune compétence spéciale n'est requise et ne peut donc être exigée pour l'exercice d'une responsabilité politique et c'est finalement ce qui rend la démocratie *possible et effective*. Platon soulignait déjà dans le *Protagoras* qu'il n'y aurait pas de cités si chaque citoyen ne possédait pas une *aptitude politique*. L'art politique ne doit pas être confondu avec les arts démiurgiques du monde prométhéen, où chaque spécialité suppose des spécialistes²³. Il est un art auquel tous ont également qualité pour accéder – ce que les Grecs ont appelé *isonomie*, égalité citoyenne ou politique. Sans ce postulat de l'*isonomie* il n'y aurait eu - et il n'y aurait encore - ni démocratie ni politique ni même cité possible. Pour que la démocratie soit réelle, il faut admettre comme principe absolu la compétence *politique* de tout citoyen et ne pas la confondre avec la technique utile à la gestion de la cité.

L'observation de la constitution athénienne met en évidence un autre trait majeur qui est, par rapport au fonctionnement des démocraties modernes, une inversion des attributions entre le peuple et le gouvernement. À Athènes, le peuple *assemblé* oriente et définit *lui-même*, donc de la manière la plus directe qui soit, la politique de la cité, sans l'intervention d'aucune sorte d'élection et c'est l'*administration* chargée de la réalisation de cette politique qui, elle, est désignée par une élection. Dans le système représentatif qui est le nôtre, c'est au contraire l'orientation politique qui est décidée de manière indirecte, puisqu'elle est confiée à des élus, et c'est l'administration qui n'est pas élue mais nommée. En outre, dans les états modernes, le contrôle de l'action politique et donc du travail des élus ne se fait que par l'élection suivante : les régimes

²¹ Cf. Aristote, *Politique*, IV, 9, 4. Platon considérait déjà le tirage au sort comme une caractéristique du gouvernement démocratique (cf. par exemple *République*, VIII, 557 a).

²² Cf. *Politique*, VI, 2, 1317 b : ce qui est démocratique, c'est « que tous choisissent les magistratures parmi tous, que tous soient magistrats de chacun et chacun de tous à tour de rôle ».

²³ Cf. Platon, *Protagoras*, 322 d- 323 a.

représentatifs actuels ont renoncé à assurer la *rotation* essentielle à la démocratie²⁴ et ils ont plus que jamais concentré la réalité du pouvoir dans les mains d'une *classe politique*. Personne ne peut contester que nous vivons maintenant dans une *oligarchie de fait*, où tous les pouvoirs, politiques, économiques, financiers et *médiatiques* sont concentrés dans les mêmes mains. Par exemple, nous voyons bien comment le système politico-médiatique s'active pour empêcher par tous les moyens qu'accède au pouvoir ou même que puisse être candidat un homme ou une femme qui voudrait modifier si peu que ce soit les *règles du jeu* politique ou les équilibres en vigueur.

Le tirage au sort n'est donc pas simplement une pratique archaïque vaguement superstitieuse. Il correspond au contraire à la préservation de valeurs démocratiques fondamentales et c'est à ce titre qu'il mérite notre attention. Il n'est d'ailleurs pas une particularité du monde antique : l'Occident l'a pratiqué à d'autres époques, par exemple dans les florissantes républiques italiennes de la Renaissance. Au XVIII^e siècle, Montesquieu en fait l'éloge²⁵, soulignant que *tirer au sort* crée une situation d'égalité entre gouvernants et gouvernés, source de la démocratie par opposition à la *présence absente* du peuple dans les systèmes de représentation.

La genèse du vote futile et la subversion du politique

Le principe de la représentation s'appuie sur l'idée que les élus forment un microcosme délibérant qui reproduit les conditions de la prise de décision populaire. Et un *parlement* est en effet une réalité plurielle qui reflète plus ou moins la diversité de la cité. Les citoyens ayant désigné en principe à *leur image* ceux qui vont diriger les affaires communes, sont fondés à croire que ces élus délibéreront comme eux-mêmes le feraient si l'obstacle du nombre ne les empêchait pas de *s'assembler*. Or ce dispositif finit par n'avoir de démocratique, à beaucoup d'égards, que la trompeuse apparence. J'évoquerai donc pour finir le phénomène qui dans le contexte de *l'hypermodernité* vient perturber, dénaturer et même interrompre la démocratie : je le désignerai par ses deux principaux aspects, *la genèse du vote futile et la subversion du politique*.

On sait en effet qu'il existe dans tout système représentatif un risque pratiquement congénital de déficit démocratique. De tous temps, l'élection a été dénoncée pour ce qu'elle comporte d'illusoire, jusqu'aux récents slogans plus radicaux comme *élections pièges à con*, devenu le titre d'un livre qui traite, je cite ici son auteur Jean Salem, du « cirque électoral actuel, [de] la confiscation du pouvoir que ce cirque autorise et entretient sous nos yeux » et du « régime d'élection ininterrompue dans lequel vit aujourd'hui le citoyen de démocraties épuisées »²⁶. Tocqueville pensait déjà, en ce sens, au début du XIX^e siècle, que la démocratie risque de devenir une sorte de *tyrannie douce*. Les inconvénients de la représentation tiennent à ce qu'elle est et, si je puis dire, à ce qu'elle *ne peut pas ne pas être*. Le premier d'entre eux est lié à la

²⁴ L'*ostracisme* prévient les freins mis à cette rotation fondamentale par les ambitions et richesses excessives.

²⁵ Montesquieu proposait des mesures propres à limiter les aléas du tirage au sort, mais il maintenait qu'il « est de la nature de la démocratie » alors que le suffrage est « de celle de l'aristocratie », *De l'Esprit des lois*, livre II.

²⁶ Jean Salem, « *Élections piège à cons* ». *Que reste-t-il de la démocratie ?* Paris, Flammarion, 2012.

contradiction qui est au cœur de l'élection, puisque celle-ci consiste par définition à désigner des citoyens substantiellement semblables aux autres et en même temps à les choisir au contraire pour ce qui les distingue des autres. Dans toute élection, il s'agit de conjuguer l'idéal d'égalité avec la *sélection*, qui est inégalitaire par nature.

Second point, la dynamique du choix est rendue plus complexe encore par le fait que rien ne définit *a priori* ce que les électeurs attendent du futur élu, de sorte que les candidats doivent parier sur ce profil irréel et spéculer sur ce qui pourrait les faire préférer à leurs adversaires. L'*élite élective* qui se constitue est le reflet de l'aisance personnelle, intellectuelle, économique, sociale ou d'un profil *tendance* bien plus que le signe d'une excellence politique à proprement parler : un présumé *bon dirigeant* se définit culturellement, idéologiquement, de sorte que toute élection, *démocratique* dans sa forme, est *aristocratique* dans son principe, puisqu'elle procède largement de la séduction. Le plus habile dans la promotion de ses propres intérêts aura toutes chances de paraître un zélé défenseur de l'intérêt général. Le principe qui prévaut, peut-être inconsciemment, est celui-ci : *si vous voulez prospérer, votez pour des riches, au moins ils ont fait leurs preuves.*

Troisième point, le choix dépend aussi d'autres aspects du comportement électoral, tenant cette fois au système des partis. La fidélité à une organisation ou à une famille politique, souvent transmise d'une génération à l'autre ou bien au sein d'un même milieu, oriente le vote en interférant avec le choix de personnalité, car la confiance exprimée lors du scrutin s'adresse alors dans des proportions variables et incalculables au candidat, à son parti, à une idéologie ou à un type de programme, et cette imbrication se retrouvera après l'élection, car un député est élu de son parti autant que de ses électeurs et à cet égard il n'est pas non plus libre de toutes ses décisions. Plus que jamais les analyses de Simone Weil révèlent toute leur justesse : un parti politique, disait-elle dès 1940 dans les *Écrits de Londres*, « est une machine [...] à exercer une pression collective sur la pensée de chacun. L'unique fin [d'un parti] est sa propre croissance et cela sans limite [et il serait totalitaire s'il n'y avait pas les autres partis] »²⁷.

Par ailleurs, la dégradation actuelle des programmes politiques en *promesses de campagne* symbolise parfaitement la *déperdition* démocratique et la chute accélérée du *politique* dans la *communication*. Ce qui reste de ces *programmes* se retourne contre le principe de décision *démocratique* en imposant à terme un ensemble de mesures allant de soi et échappant à un véritable débat alors que certaines d'entre elles seulement ont pu séduire les électeurs, qui étaient réservés sur d'autres. Paradoxalement, plus les projets brandis par un candidat sont précis et complets au cours de la campagne et moins ils laissent place, pour l'avenir, à une délibération démocratique. Une fois élu, il pourra vous dire *vous avez voté pour moi, alors taisez-vous* : c'est ce qu'on appelle *avoir la légitimité*, notion qui recouvre dans ce cas l'empêchement de la démocratie beaucoup plus que son expression.

²⁷ Simone Weil, *Note sur la suppression générale des partis politiques*, Paris, L'Herne, 2014.

Enfin, pour un ensemble de raisons, les citoyens, contrairement à ce qu'on veut leur faire croire, ne peuvent pas déterminer par leurs votes les décisions politiques ni exprimer une volonté dont les élus assureraient la traduction – d'ailleurs une fois élus, rien ne les y oblige. Cela ne tient pas à une mauvaise pratique, qu'on pourrait amender, mais à la *nature* même des démocraties représentatives : celles-ci, disait Schumpeter, sont des systèmes « aboutissant à des décisions politiques » au sens où des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple »²⁸. Dans ce contexte, voter c'est seulement désigner, parmi des concurrents, ceux dont les vues, les conceptions et les volontés - jamais entièrement prévisibles et jamais garanties - deviendront en temps voulu des *décisions* politiques. Certes, par leurs votes, les électeurs peuvent *envoyer un message*, comme on dit les soirs de résultats et tous les gouvernants déclarent toujours avoir *entendu* ce message, mais sans changer pour autant les politiques en cours : dans le lexique de la communication politique, cette obstination antirépublicaine s'appelle joliment *garder le cap*. On voit en tout cas que *par lui-même*, en raison de sa structure propre, le système représentatif atténue, infléchit et finalement neutralise le vote des citoyens, c'est-à-dire la portée démocratique du suffrage.

Enfin ce repli de la démocratie s'aggrave sous l'effet d'une double subversion du *politique*, par l'*économique* et par le *médiatique*, et il y a là une caractéristique essentielle de la modernité.

L'*économique*, d'abord. La conduite de la cité relève aujourd'hui d'un pouvoir qui semble toujours venu d'ailleurs parce qu'il est soumis aux impulsions, directes ou indirectes, de l'économie mondialisée, relayée pour nous par l'Union européenne, dont les prescriptions déterminent et enserrant le projet politique de chaque nation²⁹. Peu importe donc, en un certain sens, le parti ou le candidat qui est élu, puisque la politique qu'il conduira, asservie à l'économie, sera à peu de choses près celle que son adversaire aurait aussi choisie s'il avait été élu. En ce sens, voter c'est de moins en moins choisir un avenir et de plus en plus choisir un style. En parallèle, mettre un bulletin dans l'urne, donc *voter*, au sens réduit d'aujourd'hui, c'est contribuer non à un *scénario* mais à un *casting*. À chaque scrutin, le peuple est non plus *consulté* mais *pris à témoin*, et les élections ont pour principale fonction d'*accréditer le système* – et c'est ce qu'on a appelé très justement la « dictature des élections »³⁰. Il ne reste plus guère de démocratie que le pouvoir négatif, déjà évoqué, qui permet aux citoyens de renvoyer leurs dirigeants à la fin du mandat, sans garantie que leurs remplaçants conduisent une politique différente, puisque le pouvoir insaisissable qui, dans le *village global* dont parlait Mac Luhan³¹ se trouve partout et nulle part, rendant toute

²⁸ J. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1965.

²⁹ Pour prendre des exemples actuels, il faudrait en France « faire l'école » comme les Finlandais, les Coréens, etc., à la lumière de l'enquête PISA, organiser le redécoupage des régions sur le modèle des *Länder* allemands, assurer la protection sociale comme les pays qui n'en ont presque aucune, liquider les services publics, etc.

³⁰ David van Reybrouck, *Contre les élections*, Actes Sud, 2014.

³¹ Mc Luhan et Fiore, *The Medium is the Message. An Inventory of Effects*, New-York, Bantam Books, 1967.

décision captive et donc, en ce sens, toute élection futile³² – c'est pourquoi on insiste tant pour présenter d'avance une élection qui arrive comme absolument décisive et donc historique : nous sommes la seule époque jusqu'ici où *historique* veut souvent dire simplement *présent*.

En tout cas, il n'y a en pratique qu'un seul programme politique possible ou du moins perpétuellement présenté comme tel, celui qui est déduit des exigences de l'économie. C'est ce qu'on appelle *tenir compte des réalités*. « Il y a les réalités », nous dit-on. Autrement dit, il peut y avoir une *alternance* mais il n'y a pas d'*alternative*. De ce fait, les fameux *programmes* qu'on somme les candidats de décliner en 10, 20 ou 123 mesures, sont surtout des produits *marketing* bons à occuper l'opinion et à lui faire accepter le conservatisme ambiant. Marx voyait dans les gouvernements en place des *fondés de pouvoir* du capital, mais plus que jamais, dans une démocratie au goût du jour, ils doivent non seulement maintenir l'*ordre établi* mais assurer la *croissance perpétuelle* et le *profit sans limite* voulus par l'absolutisme économique au pouvoir.

L'*accaparement médiatique* qui en résulte pour une large part est le second aspect de la subversion du politique. Il provoque sous couvert d'*information* une fausse démocratie publique au service de l'oligarchie globale. Chacun peut voir chaque jour que les métiers du commentaire connaissent une flambée inédite, que les plateaux de télévision sont occupés en permanence par des politologues, des éditorialistes, des spécialistes de l'opinion et experts en communication chargés d'effectuer pour nous un soi-disant *décryptage* de l'actualité, et du même coup un vigilant encadrement de l'opinion. Car la vraie finalité de ce *décryptage* permanent – et de surcroît consacré à des choses qui ne sont pas cryptées – c'est de toute évidence d'associer l'information et son *encadrement* : on me dit ce qui est ou ce qui va être et, avant même que j'aie le temps de l'examiner, *ce que je dois en penser*.

On observe à quel point le système médiatique s'appuie sur la « stratégie de l'émotion ». Dans l'émotion, celle du deuil, celle de la douleur, celle des commémorations et hommages, si fréquents dans nos sociétés *pathophiles*, comme dit Catherine Kintzler³³, c'est-à-dire aimant le *pathos*, le citoyen est fait spectateur et il « s'en remet au ressenti plutôt qu'à la raison ». Or « l'émotion abolit la distance entre le sujet et l'objet » et elle « empêche le recul nécessaire à la pensée », devenant « un défi pour la démocratie »³⁴. Dans *l'Esquisse d'une théorie des émotions*, Jean-Paul Sartre disait que « la conscience qui s'émeut ressemble assez à la conscience qui s'endort ». En ce sens, la télévision procède à un « embrigadement consenti »³⁵, sans trêve ni repos. On sait bien, aussi, que la construction et la destruction de l'image des acteurs politiques, élus ou candidats, relèvent d'un mécanisme dans lequel commenter, c'est tantôt *faire exister* tantôt au contraire *déconsidérer*. Sur ce point, je ne peux qu'inviter tout un chacun à regarder attentivement comment la télévision utilise avec une constance il

³² Même « Marx est impuissant faute d'ennemis identifiés », comme dit J. Peyrelevade dans *Le capitalisme total*, Seuil, Paris, 2005, p. 91.

³³ Article paru dans *Marianne* du 6 novembre 2015.

³⁴ Cf. l'article d'Anne Cécile Robert « La stratégie de l'émotion » dans *Le Monde diplomatique* de février 2016.

³⁵ A. Badiou, *Le philosophe et l'évènement*, Germina, Paris, 2010, p. 19.

est vrai sélective ce qu'on pourrait appeler l'*interview à charge*, où les questions posées par le journaliste à l'*invité* sont déjà par avance des réfutations de ses réponses – et encore s'il arrive à les placer malgré l'arrivée en rafales d'objections, d'interruptions et de questions nouvelles plus malveillantes encore. Dès la première minute de l'entretien, vous connaissez mieux les convictions politiques du journaliste que celles de son invité. Même si le but de ce type d'émission est de *donner la parole*, en ce moment aux candidats à l'élection présidentielle, il ne fait pas bon passer à l'antenne pour exposer quoi que ce soit qui ne serait pas entièrement conforme au discours économique dominant, car la réplique sera impitoyable et émaillée de ces chiffres dont les *interviewers* et experts autoproclamés sont armés jusqu'aux dents. Tous ces chiffres impressionnent d'autant plus l'électeur moyen qu'il est désarmé devant cet appareil savant qu'il n'a pas sur le moment les moyens de maîtriser. Le journaliste a beau jeu alors d'objecter que telles ou telles mesures proposées dans le programme qu'on vient de présenter ne sont pas *financées*, exactement comme une ménagère demande à ses enfants partant chez l'épicier s'ils ont bien pris leur porte-monnaie. On veut bien parler de l'avenir, mais l'avenir est payable d'avance. La *République des fins* est terminée, vive la *République des moyens*. Bonjour, nous sommes heureux de vous recevoir sur ce plateau, mais dites-moi, je vois dans votre programme que votre mesure n° 14 n'est pas *financée*, que signifie ? Vous ne savez pas compter ? Comme si la *politique* ce n'était pas *aussi* de bousculer les comptes et non de les maintenir à tout jamais dans un même tragique équilibre. Comme si la *démocratie* ce n'était pas pour le peuple un pouvoir inaliénable de *dire non*, y compris aux normes comptables d'un monde sans autre idéal. Si on avait commencé par *faire les comptes*, il n'y aurait pas eu de *Nuit du 4 août* en 1789 parce que l'abolition des privilèges n'était *pas financée*.

En réalité, à travers un déferlement ininterrompu de pseudo-controverses, le système médiatique réaffirme et glorifie sans cesse, malgré les signes répétés de son inéluctable échec, le projet néo-libéral mondialisé premier bénéficiaire de la preuve par *l'irrecevabilité du contraire* dont nous parlions en commençant. Car c'est la *société de marché* qui gouverne, bien plus que la *société civile*. Dès lors la démocratie n'est que l'ultime liberté de choisir les modalités et les porte-paroles de notre asservissement à l'économie. Je vous renvoie à l'étude de Maurizio Lazzarato dans *Gouverner par la dette*³⁶ : « [la dette], dit-il, n'est pas d'abord une affaire comptable, mais un rapport politique d'asservissement et d'assujettissement ». Elle devient à un moment donné « infinie, inexpiable, impayable » et elle sert alors à « discipliner les populations [...] voire à suspendre la démocratie au profit de gouvernements techniques subordonnés aux intérêts du capital »³⁷. On peut se poser la question : quelle place y a-t-il pour des nations *démocratiques* dans un système mondialisé ? Peut-il y avoir des lois nationales quand les contraintes s'imposent de l'extérieur ? Peut-on gouverner un pays d'une façon juste s'il y a des frontières pour les dettes et pas de frontières pour les profits ?

³⁶ Les Prairies Ordinaires, Paris, 2014.

³⁷ Cf., à propos du « mythe du *doux commerce* », qui crée en réalité une violence inégalée dans la domination économique, le livre de Jacques Sapir, *La démondialisation*, Seuil, Paris, 2011.

Voter : démocratie et illusion démocratique

Mais faire ces remarques, c'est évidemment s'exposer aux foudres du libéralisme triomphant. Par exemple, Alain Minc nous dit dans un livre qu'il a appelé *Ce monde qui vient*³⁸ qu'il faudrait en finir une fois pour toutes avec « le syndrome du village gaulois » car c'est selon lui « une question de survie ». D'un côté, on peut regretter de voir appeler *syndrome gaulois* ce qui est au fond la trace encore lumineuse des idéaux de la Révolution que la France a apportés au monde. D'autre part, qu'un monde *vienné*, sans qu'il soit possible de l'accepter ou de le refuser, c'est le signe de la fin de la *politique*, tragiquement réduite à l'*économique* – et c'est un projet fou de réduire le monde des hommes à n'être qu'un marché. Ce risque avait été prophétiquement décrit par Platon. L'économie « est ambivalente », disait Platon en substance, car « elle fait et elle défait la cité ». C'est en effet le désir de faire des affaires qui pousse les hommes à s'associer et en ce sens *l'économie fait la cité*, elle en est la source et le ressort. Mais si ce désir et tous les appétits qu'il engendre deviennent démesurés et ne sont pas régulés, si ceux qui *font* l'économie – les entrepreneurs, comme on dirait à présent – croient qu'ils sont le *tout* de la cité, qu'ils doivent la gouverner toute entière et qu'on les laisse faire, alors la cité ne peut pas survivre, elle n'est plus qu'un jeu d'intérêts qui génèrent d'incessants conflits, et cette fois *l'économie défait la cité*.³⁹ La *cité* n'existe durablement que si elle reste une *communauté politique* et ne devient pas un syndicat d'hommes d'affaires⁴⁰. Certes il faut bien « une politique économique, mais le *primat* [excessif] de l'*économie* empêche qu'on conçoive et qu'on veuille une politique quelconque, y compris économique »⁴¹.

Il y a ainsi autant de réponses possibles à la question *Qu'est-ce que voter ?* qu'il y a de niveaux et de degrés de la démocratie, du plus bas, la citoyenneté *en fin de droits* qui est celle que nous connaissons, et qui ravit tant les *fondamentalistes des élections* qui nous gouvernent, jusqu'au plus haut, l'idéal démocratique originel, qu'exprimait la mention célèbre qui, en Grèce ancienne, figurait sur les lois et les décrets une fois votés. Je ne résiste pas au plaisir de la citer. Elle disait, en haut de chaque texte et comme pour rappeler ce que c'est vraiment que voter, ἔδοξε τῷ δήμῳ, « il a plu au peuple »⁴². Derrière *Qu'est-ce que voter ?* se profile donc la terrible question de savoir *de quelle façon* et *à quel moment* le peuple peut dire *ce qu'il décide*, ou si au contraire l'art politique nouveau est de l'en empêcher en le faisant voter indéfiniment, c'est-à-dire au fond la question de savoir, plus fondamentalement, si on est en *démocratie* ou dans une continuelle et anesthésiante *illusion démocratique* où l'électeur, un beau dimanche, n'est plus que le survivant d'un idéal perdu.

³⁸ Grasset, Paris, 2004.

³⁹ Sur les aspects contemporains de cette idée et le « désastre imminent » lié à l'entrée du capitalisme dans une « phase mortifère » (crise à la fois économique, écologique et morale), voir H. Kempf, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Seuil, Paris, 2009.

⁴⁰ Cf. E. Helmer, *La part du bronze, Platon et l'économie*, Vrin, Paris, pages 7 et 8.

⁴¹ J'emprunte la formule à Jean-Michel Muglioni, « La séduction de la terreur », *Mezetulle*, 10 novembre 2014.

⁴² Cf. Marcel Détiéne, *Les maîtres de vérité dans la Grèce archaïque*, Paris, Pocket, 1995.